

MAITRE D'OUVRAGE

CEA Grenoble
17, rue des Martyrs
38054 GRENOBLE cedex 9

GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3

Aménagement pour le laboratoire PCV au bâtiment C3

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
QUANTITATIF

LOT 00

GÉNÉRALITÉS APPLICABLES À TOUS LES LOTS

Architecte GROUPE EOLE 49 rue Aimé Bouchayer 38180 SEYSSINET PARISET Tél : 04.76.44.67.35	Economiste IDE DE PROJET 3, Rue Maryse Bastié 38590 ST ETIENNE DE ST GEOIRS Tél : 04.76.55.55.05	BET Structure SORAETEC 91, rue du Général Mangin 38100 GRENOBLE Tél : 04.76.49.09.17	BET Fluides CET 47 chemin de la Taillat 38240 MEYLAN Tél : 04.76.90.62.18	BET Acoustique ECHOLOGOS 2 Allée de Roumanie 38160 Gières Tél : 04.76.89.36.63
--	--	--	--	---

Date	Indice	Modifications
05 septembre 2024	A	Document d'origine
12 septembre 2024	B	Modifications suite remarques MOA

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 2
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

SOMMAIRE

00 GÉNÉRALITÉS APPLICABLES À TOUS LES LOTS..... 4

1 GÉNÉRALITÉS4

1.1 Objet du présent document 4

1.2 Liste des lots 4

1.3 Travaux prévus 4

1.4 Erreurs ou omissions dans les documents remis par les concepteurs 4

1.5 Doubles emplois 5

1.6 Sécurité et Protection de la Santé et organisation de chantier..... 5

1.7 Bureau de contrôle..... 6

1.8 Ordonnancement et coordination 6

2 PRESCRIPTIONS PROPRES À CHAQUE CORPS D'ÉTAT7

2.1 Textes de références 7

2.2 Principes d'exécution 8

2.3 Planning..... 8

2.4 Phasage des travaux 9

2.5 Plage horaire de travail - Coactivité..... 9

2.6 Accès sécurité, sûreté..... 9

2.7 Plan Général de Coordination et PPSPS 10

2.8 Obligation de résultat 11

2.9 Contrôles des organismes externes 11

2.10 Études techniques et plans d'exécution des ouvrages..... 11

2.11 Procédés non traditionnels..... 11

2.12 Échantillons - Prototypes - Modèles 12

2.13 Conformité des ouvrages et des prestations 12

2.14 Documents justificatifs 12

2.15 Stocks..... 12

2.16 Choix des matériaux et matériels 12

2.17 Performances thermiques des produits 13

2.18 Performance énergétique des systèmes 14

2.19 Contenu des prix forfaitaires 14

2.20 Prescriptions acoustique 14

2.21 Charte de chantier 15

3 ORGANISATION ET INSTALLATION DU CHANTIER16

3.1 Connaissance des lieux 16

3.2 Période préparatoire 16

3.3 Installation générale du chantier et abords..... 16

3.4 Monte-charge monte-personne 17

3.5 Clôture de chantier..... 18

3.6 Respect des autorisations administratives..... 18

3.7 Voie de desserte et d'accès 18

3.8 Implantation générale..... 18

3.9 Protection des existants et avoisinants..... 18

3.10 Vestiaires et réfectoires de chantier 19

3.11 Accès au chantier 19

3.12 Locaux hors emprise travaux 19

3.13 Rendez-vous de chantier 20

3.14 Photos de chantier 20

3.15 Préchauffage 20

3.16 Moyens de l'Entrepreneur 20

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 3
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

3.17 Stockage et approvisionnements	21
3.18 Fermetures provisoires	21
3.19 Gardiennage - Alarme de chantier	21
3.20 Essais et contrôles	21
3.21 Permis feu.....	22
4 RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES.....	23
4.1 Engins et équipements - Service aux corps d'état secondaires	23
4.1.1 Déchargement et manutention des matériaux et ouvrages.....	23
4.1.2 Trait de niveau	23
4.1.3 Trous, percements, scellements, bouchements.....	23
4.2 Protection des ouvrages exécutés	24
4.3 Compte prorata	24
4.4 Tenue du chantier - Nettoyage.....	24
4.5 Coordination	25
4.6 Réception des supports	26
5 QUALITÉ	27
6 PROCESSUS DE RÉCEPTION - LIVRAISON - LEVÉES DE RÉSERVES	28
6.1 Achèvement des travaux et finitions	28
6.2 Fermeture des locaux à livrer.....	28
6.3 Visites de pré-réception	28
6.4 Opérations préalables à la décision de réception	28
6.5 Visites de réception.....	29
6.6 Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)	29
6.7 Levée des réserves de la réception.....	29

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 4
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

00 GÉNÉRALITÉS APPLICABLES À TOUS LES LOTS

1 GÉNÉRALITÉS

1.1 Objet du présent document

Les stipulations du présent document s'appliquent aux travaux d'aménagement pour le laboratoire PCV du bâtiment C3.

Le présent document définit les principes à respecter pour l'exécution des marchés et l'organisation du chantier et vient en complément de l'ensemble des éléments joints à la consultation.

1.2 Liste des lots

LOT N°00 - GÉNÉRALITÉS APPLICABLES À TOUS LES LOTS
LOT N°01 - LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE
LOT N°02 - DÉMOLITION – GROS ŒUVRE – VRD – FAÇADE – ÉTANCHÉITÉ
LOT N°03 - MENUISERIE EXTÉRIEURE SERRURERIE
LOT N°04 - CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX PLAFONDS - PEINTURE
LOT N°05 - MENUISERIES INTÉRIEURES - SIGNALÉTIQUE
LOT N°06 - SOLS SOUPLES - CARRELAGE - RÉSINES - FAÏENCE
LOT N°07 - CVC - FLUIDES LABO
LOT N°08 - ELECTRICITE - COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES
LOT N°09 - FLUIDES GAZEUX LABO
LOT N°10 - MOBILIER DE LABO
LOT N°11 - TÉLÉALARME
LOT N°12 - DÉSAMANTAGE

1.3 Travaux prévus

La description des ouvrages donne le détail d'exécution, mais celle-ci ne peut être limitative, et les entreprises devront l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de l'ouvrage, même ceux non explicitement décrits, mais reconnus nécessaires suivant les plans, les règles de l'art et les documents techniques.

Il découle de ce qui précède que toutes prestations prévues aux plans et non décrites ou ne figurant pas aux plans mais décrites sont dues par l'entreprise.

Chaque entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble des fascicules constituant le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières. Même si le présent fascicule est matériellement dissocié de l'ensemble, il n'a de valeur qu'associé à ceux des autres lots des travaux.

1.4 Erreurs ou omissions dans les documents remis par les concepteurs

Chaque entrepreneur vérifiera les cotes des plans et sera tenu de signaler en temps utile aux concepteurs et au Maître d'Ouvrage toute erreur ou omission qu'il pourrait y relever et risquant d'avoir des conséquences (solidité, conservation des ouvrages, usage auquel ils sont destinés, respect des règles de l'Art, etc) sur les travaux de son propre lot ou sur celui des autres corps d'état.

De même, s'il relève des erreurs, omissions ou anomalies dans les pièces écrites qui lui seront remises lors de la consultation des entreprises, il lui est fait obligation d'en aviser les concepteurs et le Maître d'Ouvrage avant la passation du marché. Passé ce délai, plus aucune réclamation ne sera recevable.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 5
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

En cours d'exécution, aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les plans et l'Entrepreneur aura à sa charge d'assurer sur place avant toute fabrication et mise en œuvre, de la possibilité de respecter les cotes et indications diverses mentionnées sur les plans. De même, l'Entrepreneur devra l'enlèvement et l'évacuation de tout obstacle rencontré mais non prévu au marché, sans plus-value.

L'Entrepreneur ne prendra jamais l'initiative de modifier quoi que ce soit au projet, mais il devra signaler au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre toutes les améliorations qu'il estimerait utiles d'y apporter.

Avant toute exécution, il complètera son information auprès des concepteurs ou du Maître d'Ouvrage sur tout ce qui lui semblerait incomplet ou douteux.

Le fait pour un Entrepreneur d'exécuter, sans rien changer, les prescriptions des documents remis par la maîtrise d'ouvrage et/ou de la maîtrise d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

Il est rappelé que les quantités jointes au dossier sont données à titre indicatif et devront être totalement vérifiées par l'entreprise préalablement à la soumission.

En cas d'erreur ou d'incohérence entre les différents documents du présent dossier de consultation l'Entrepreneur doit en référer à la Maîtrise d'Œuvre, qui fera elle-même les mises au point ou les rectifications nécessaires.

1.5 Doubles emplois

Au cas où l'affectation d'un ouvrage pourrait prêter à double emploi, il appartient à l'Entrepreneur d'en informer le Maître d'Ouvrage avant remise de son offre, faute de quoi l'objet du double emploi est réputé inclus dans son offre, le Maître d'Ouvrage se réservant le choix de l'affectation et de la déduction financière.

1.6 Sécurité et Protection de la Santé et organisation de chantier

Dans le respect du code du travail, la présente opération est classée Niveau I au sens du Code du Travail. L'entreprise désignée pour assurer la mission de CSPS est BATIC

les interventions dans les différents zones du bâtiment C3 seront réalisées en chantier de BtGC "dit Clos" sous Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé, le PGC est joint à la consultation.

- Les dispositions suivantes seront prévues : La clôture de chantier sera assurée par le lot n° 01 LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE
- La mise en place des installations communes pour l'ensemble des travaux et seront assurées par le lot 01 LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE
- La mise à disposition par le lot ELECTRICITE de coffrets de chantier pour les besoins du chantier ;
- l'entreprise du lot n°01 LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE doit la mise en place du balisage pour les zones de déchargement nécessaire à l'opération
- il est à noter que l'ouverture à 6h00 et la fermeture à 18h00 du chantier sera de la responsabilité du lot n°01 LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE
- Chaque entreprise devra la mise en place de son propre extincteur à chaque poste de travail "par point chaud." préalablement validé par un "permis feu" hebdomadaire à obtenir auprès des services du Maître d'Ouvrage
- Chaque entreprise devra prévoir 2 "hommes trafic" afin de sécuriser les manœuvres lors des livraisons et déchargements. Les homes trafic sont à la seule responsabilité des entreprises.

Les certificats ou attestations indiquées dans le PGC seront présentés au coordonnateur SPS sur simple demande à tout moment tel qu'Attestation de Formation des SST, habilitation électriques, etc....

Le prix du marché tient compte des sujétions indiquées dans le PGC, y compris les futures adaptations nécessaires, détaillées dans les Registres Journaux"

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 6
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

1.7 Bureau de contrôle

Il est porté à la connaissance des entreprises que le Maître d'Ouvrage nomme un bureau de contrôle technique ayant pour mission de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages. Les entrepreneurs sont tenus de se soumettre à toutes vérifications, examens et essais que le bureau de contrôle jugera nécessaire. Les frais d'études et d'analyses seront à la charge des différents lots.

Les missions qui ont été confiées au bureau de contrôle SOCOTEC sont les suivantes :

- L
- LP
- STI
- PS
- PHA
- TH
- HAND
- BRD
- F
- LE
- AV
- PV

1.8 Ordonnancement et coordination

Il est porté à la connaissance des entreprises que le Maître d'Ouvrage confie à un bureau spécialisé en O.P.C. (ordonnancement, pilotage et coordination) une mission de coordination, en étroite relation avec la Maîtrise d'œuvre. Cette mission est confiée à l'entreprise SINEQUANON.

Les avis et décisions de ce cabinet prévalent toutes dispositions aux plannings et calendriers de chantier.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 7
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

2 PRESCRIPTIONS PROPRES À CHAQUE CORPS D'ÉTAT

2.1 Textes de références

La totalité des ouvrages est astreinte au respect, des documents établit par le Maître d'Ouvrage, des textes législatifs, administratifs, réglementaires, techniques et technologiques en vigueur. Les textes cités sont pour l'essentiel recueillis au Journal Officiel, au REEF (Recueil des Éléments utiles à l'Établissement et à l'Exécution des projets et marchés de Bâtiments en France", édité par le CSTB - Centre Scientifique et Technique du Bâtiment).

Ces documents ne sont pas joints au marché, mais sont réputés connus et suivis par les entrepreneurs pour l'exécution des travaux. En cours de description, certains textes sont rappelés à l'attention des entrepreneurs, mais sans valeur restrictive ni limitative. Toutefois, les indications fournies par les schémas et dessins contenus dans les traités officiels sont suivies dans les principes.

Pour les ouvrages non normalisés, prévus au projet, ainsi que pour tous ceux qui ne figurent pas dans les textes officiels ou qui diffèrent par leur conception, l'Entrepreneur doit toujours se conformer aux principes d'exécution précisés dans les normes et les règlements précités.

Les documents non fournis lors de la consultation mais faisant partie de la liste des documents applicables remis lors de la consultation sont à prendre en compte.

Pour les articles qui pourraient comporter des indications opposées à celles des documents cités sans qu'aucune spécification expresse du Maître d'Œuvre n'ait été faite, l'Entrepreneur doit toujours en référer au Maître d'Œuvre avant même de remettre son prix ou d'entreprendre l'exécution.

La date de référence de ces documents sera celle du mois précédent l'offre de l'Entreprise sauf indication contraire dans le présent DCE.

Textes législatifs, administratifs, règlements, notices

Lois, décrets, arrêtés, concernant la réalisation d'immeubles,
Règlements de sécurité incendie recueil n° 1011 (Imprimerie du Journal Officiel R.F.),
Règlements Départementaux d'hygiène,
Code du travail.
Les circulaires de sécurité

Documents Techniques Unifiés et règles DTU

DTU en vigueur le jour de la remise de leurs offres.

Normes générales et particulières

Les matières, matériaux et ouvrages doivent être conformes aux prescriptions des Normes Françaises, édictées par AFNOR, recueillies principalement au REEF du CSTB.

Mémentos, recommandations d'organismes professionnels, autres publications

Les spécifications et recommandations des organismes professionnels seront suivies par l'Entrepreneur, tant pour la qualité des matériaux que pour les mises en œuvre :

- Cahiers Techniques, fascicules, recommandations, mémentos et avis techniques du CSTB,
- Fascicules et recommandations de l'Institut Technique du Bâtiment et des Travaux Publics,
- Catalogues, fiches techniques et recommandations des fabricants.
- La notice de sécurité incendie
- La notice d'accessibilité
- Les recommandations de la CARSAT notamment R 476 et R477 ainsi que les recommandations de l'INRS et de l'OPPBTP, les circulaires sécurités CEA (cf. liste CEA)

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 8
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

- L'ensemble des documents rédigé par le CEA, tels que les CCTG, Manuel Qualité Particulier, Instructions générales de sécurité à l'usage des entreprises extérieures effectuant des travaux au CEA, les Conditions générales d'achat, etc... joints à la consultation

2.2 Principes d'exécution

Il est rappelé en outre :

- Que chaque entrepreneur est réputé connaître, savoir appliquer et respecter dans le présent marché tous les textes fixant les règles techniques, les spécifications ou les recommandations ayant trait à sa profession et dites plus généralement "règles de l'art",
- Que chaque entrepreneur est censé se tenir informé en permanence des modifications éventuelles de ces règles de l'art.

Cette connaissance des prescriptions techniques et réglementaires et de leur évolution s'étend en particulier :

- Aux agréments techniques, provisoires ou non, délivrés par le CSTB aux matériaux utilisés par l'Entrepreneur,
- Aux prescriptions particulières des fabricants des produits,
- Aux normes des matières et matériaux à appliquer,
- Aux essais à effectuer par l'Entrepreneur sur les matériaux qu'il met en œuvre ou sur les installations qu'il pose, et en particulier aux essais de réception AQC,
- Aux prescriptions des sociétés concessionnaires ou services administratifs concernés géré par l'intermédiaire du Maître d'Ouvrage,

Ces documents ne sont pas joints au marché, mais sont réputés connus et suivis par les entrepreneurs pour l'exécution des travaux, toutefois, certains textes sont rappelés à l'attention des entrepreneurs, mais sans valeur restrictive et limitative.

Les règles de construction des bâtiments édictées par le Code de la Construction et de l'Habitation, les arrêtés d'application, ainsi que tout texte les modifiant devront être scrupuleusement respectés. De façon plus particulière, l'attention de l'Entrepreneur est attirée sur les règles de construction qui concernent l'isolation acoustique et l'isolation thermique.

- En matière acoustique, l'Entrepreneur est censé connaître tous les textes légaux et réglementaires, y compris les textes relatifs aux labels et aux essais y affaissant, en particulier pour le respect des niveaux sonores admissibles.
- En matière thermique, l'Entrepreneur est censé connaître tous les textes légaux et réglementaires ayant trait en particulier aux isolations, aux coefficients d'isolement, aux limitations de température, à la régulation et aux répartitions des frais de chauffage.
- En matière acoustique comme en matière thermique, les prescriptions susvisées imposent une obligation minimale de résultat.

Outre les textes officiels, cette connaissance englobe tous les textes techniques ayant trait au respect desdits textes officiels, et en particulier les cahiers du CSTB.

Il est précisé :

- Que si, en matière acoustique, la description (ou le dessin) des ouvrages ne correspond pas aux exigences des textes officiels, l'Entrepreneur doit en prévenir le Maître d'Œuvre d'Exécution dans sa soumission. A défaut, il sera contraint de fournir, sans augmentation de son prix, la prestation nécessaire au respect de ces textes et au respect de la notice acoustique jointe,
- Qu'en matière thermique, l'Entrepreneur du lot chauffage doit fournir au Maître d'Œuvre d'Exécution le calcul définitif des coefficients thermiques.

2.3 Planning

Le délai global d'exécution est indiqué au calendrier prévisionnel de l'opération.

Il pourra être modifié par le Maître d'Ouvrage, l'OPC et le Maître d'Œuvre.

Il constitue néanmoins, dans le cadre du règlement de consultation, un élément qui doit être accepté et respecté par les Entreprises soumissionnaires.

Aucun retard non justifié de livraison ne sera toléré.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 9
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

Les plannings d'exécution seront établis dans le cadre de la période de préparation de chantier, avec les entreprises titulaires de lots, qui devront fournir au Maître d'Ouvrage, à L'OPC et au Maître d'Œuvre, avant l'ouverture du chantier, un planning détaillé de leurs interventions et le nombre des effectifs prévus sur le site.

Ce document sera approuvé et servira de base à l'application des conditions prévues au Projet de marché (MARCHE). Les entreprises devront participer conjointement au planning et au phasage des travaux.

2.4 Phasage des travaux

Les entreprises sont invitées à prendre connaissance du phasage/planning réalisé par l'OPC et la MOE, et joint à la présente consultation, qui fait partie intégrante du marché et des obligations.

Les entreprises devront obligatoirement se conformer au phasage et planning de ce document.

2.5 Plage horaire de travail - Coactivité

Les travaux bruyants et nuisants (marteau piqueur, travail à la masse, travail à la disqueuse, percements, enlèvement de gravats, etc.) devront être réalisés suivant des tranches horaires convenues à l'avance dès la réunion de préparation de chantier et réactualisés à chaque réunion de chantier hebdomadaire.

Le projet se trouvant en **site occupé dont la plage horaire de travail possible est du lundi au vendredi de 6h00 à 20h00**, l'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour limiter les nuisances.

Chaque entrepreneur devra privilégier systématiquement les techniques et équipements de travail les moins polluants et les moins bruyants possibles.

Dans les cas où les travaux particulièrement polluants, bruyants ou travaux en toiture nécessitant l'arrêt de la ventilation ne pourront être évités, ils devront faire l'objet d'une concertation préalable avec les services du CEA et le Maître d'Œuvre. Il pourra être exigé de l'entreprise que ces travaux, selon leur nature et l'importance de la nuisance vis-à-vis du voisinage considéré, soient réalisés suivant des horaires particuliers et/ou par tranche pour limiter leur durée sur une même journée.

Tous travaux bruyants devront être signalés aux services du CEA.

Quoiqu'il en soit, les services du CEA se réservent le droit de suspendre momentanément ou définitivement des travaux générant des nuisances considérées comme excessives pour le bon fonctionnement des bureaux ou le confort de ses occupants.

Dans certains cas exceptionnels, il pourra être demandé aux entreprises d'intervenir en horaires décalés ou les week-ends.

Le chantier devra être conduit dans le but :

- De limiter au maximum les bruits, les poussières, les trafics lourds et les nuisances de toutes sortes aux riverains,
- De maintenir efficacement closes les emprises de travaux,
- D'assurer la continuité du fonctionnement du bâtiment durant la durée des travaux.
- Les escaliers devront permettre le dégagement des personnels CEA, de faite les travaux qui ne devront pas encombrer les deux escaliers en même temps

2.6 Accès sécurité, sûreté

Durant toute la durée du chantier, l'Entrepreneur devra prévoir toutes les dispositions nécessaires au maintien permanent d'un chemin d'accès sûr et propre, permettant aux usagers de circuler en toute sécurité.

Les accès au chantier seront toujours dégagés par les véhicules des entreprises.

L'entreposage de tout matériau est rigoureusement interdit en dehors de la limite de chantier.

Les moyens de secours et consignes de sécurité seront affichés sur le chantier.

Ne pas encombrer et empêcher le personnel d'accéder aux escaliers.

Le projet se trouvant en **site occupé**, l'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des occupants.

Modalités d'accès et de délivrance du titre d'accès :

L'accès au CEA est conditionné par l'obtention :

- Soit d'une Autorisation d'Entrée « A.E. » validée pour une durée maximum d'un mois (sur présentation d'une carte d'identité ou d'un passeport en cours de validité) et renouvelable si un dossier DAASC est établi et validé

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 10
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

- Soit d'un badge sécurisé de couleur rouge, d'une validité d'un an maximum, si la présence est journalière et continu sur plusieurs mois (via le formulaire de demande de laissez-passer « DAASC » remis par le responsable des travaux)

La participation préalable à la conférence mensuelle de sécurité est obligatoire pour l'obtention d'un badge sécurisé.

Cette Autorisation d'Entrée, ou ce badge sécurisé, sont strictement personnels. Ils ne peuvent être dupliqués et doivent être impérativement restitués en fin d'intervention. Ils doivent être portés en permanence de façon visible. Tout oubli, perte ou vol doit être déclaré au plus tôt à une hôtesse des bureaux d'accueil du CEA.

Le contrôle d'accès au site de Grenoble est effectué à l'aide de l'Autorisation d'Entrée ou du badge sécurisé :

- Sur présentation aux gardiens, au niveau des entrées accessibles en véhicule (PL ou VL),
- Par lecture électronique, au niveau des tourniquets.

Seules les personnes âgées de plus de 16 ans sont autorisées à travailler au CEA. Exception faite pour les apprentis, admis uniquement pour les besoins de leur formation professionnelle (en accord avec la législation sur le travail de nuit et la durée du travail) et sur justification écrite remise au bureau d'accueil.

Dans le cas du détachement temporaire en France de travailleurs d'une entreprise étrangère, le titulaire doit s'assurer que l'employeur s'est acquitté de l'ensemble des formalités préalables au détachement. Les travailleurs étrangers doivent être en mesure de comprendre les consignes de sécurité édictées en français et, le cas échéant, de se faire comprendre dans les situations d'urgence (en particulier pour alerter les secours).

2.7 Plan Général de Coordination et PPSPS

Les éléments de sécurité satisfaisant lors des opérations de construction des bâtiments seront conformes à la directive 92/57/CEE du 24/02/92, loi n° 93.1418 du 31/12/93 et ses décrets d'application 94-1159 du 26/12/94.

L'importance du chantier nécessite la mise en place d'un Plan Général de Coordination, Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS).

Toutes les entreprises, y compris celle de V.R.D, devront réaliser un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Le chantier sera classé en catégorie I.

Pendant toute la durée du chantier, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions et les mesures propres à assurer la sécurité de son propre personnel, du personnel des autres entreprises travaillant sur le chantier, des tiers et des activités avoisinantes.

Tous les matériels et engins utilisés sur le chantier seront munis des sécurités nécessaires.

Toutes les entreprises prendront en compte, dans leurs offres, les frais engendrés par la sécurité.

Les dispositions de sécurité prises pour la construction sont principalement :

- Protections individuelles (Chaussures de sécurité, casques, gants, harnais, tenue de travail couvrante, etc...)
- Protections collectives (garde-corps au droit des trémies et rives de plancher et/ou de terrasses, obturation provisoires des trémies de toute section, filet en bas de pente ou en sous face de structure métallique (charpente), délimitation de périmètre de sécurité lors des phases d'approvisionnement, signal sonore sur les véhicules lors des phases de manœuvre, passerelle sur tranchées, etc... et toutes mesures de sécurité mentionnées au PGCSPS.
- Moyens de levage (grue à tour, grue mobile, treuil, lève-plaques, nacelles, etc...)
- Moyens de transport de charge (transpalette, chariots, diables, etc...)
- Tous les éléments usuels propres à chaque corps d'état.

Ces recommandations seront reprises et redéfinies par le Coordonnateur SPS dans le cadre de sa mission et suivant l'analyse des dossiers transmis lors des phases d'études et de préparation de chantier.

Un PGCSPS établi par le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (BATIC) est joint en annexe de ces pièces conformément à la réglementation en vigueur.

Opération de catégorie 1 : les entreprises et leurs sous-traitants sont tenus de participer aux CISSCT qui seront programmés par le Coordinateur SPS tous les 3 mois - pénalités en cas d'absence selon Projet de Marché.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 11
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

L'application des mesures de sécurité édictées dans le PGCSPS sont applicables dans leur intégralité au titre du marché de travaux dans le cadre de la présente consultation.

2.8 Obligation de résultat

Chaque entrepreneur est tenu à une obligation de résultat dans le cadre de son prix forfaitaire.

Si les dispositions contractuelles ne lui permettent pas d'atteindre ce résultat, l'Entrepreneur devra procéder aux modifications qui s'imposent, sans pour autant remettre en cause le caractère forfaitaire de son marché.

Cependant, en ce qui concerne l'isolation thermique, les adaptations éventuelles des isolants seront à justifier et à faire approuver par le Bureau d'Études Fluides et le Bureau de Contrôle.

2.9 Contrôles des organismes externes

Des contrôles inopinés pourront être réalisés par des organismes externes (CSE, CARSAT, OPPBTP, DIRECCTE, CRAM, Médecine du Travail, ...). Les entrepreneurs devront se soumettre à ces contrôles et devront prendre en compte toutes demandes complémentaires formulées.

En effet, ces organismes externes se réservent le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer aux entrepreneurs de prendre des mesures complémentaires.

Les entrepreneurs se soumettrons également aux réunions et aux présentations imposées par ces organismes.

2.10 Études techniques et plans d'exécution des ouvrages

Plans d'exécution des ouvrages et notes de calcul

Les plans d'exécution, les plans d'atelier (carnets de détails des ferraillages), les études spécifiques de structure (éléments préfabriqués, variante de structure, ...) et les notes de calcul sont à la charge de l'entreprise qu'il fera établir à ses frais par un bureau d'étude interne ou externe qualifié.

Sujétions induites aux entreprises

L'Entrepreneur joindra à son offre une liste de sujétions que ses ouvrages apporteront le cas échéant aux autres corps d'état, ainsi que les plans nécessaires, indiquant clairement ces sujétions.

Les ouvrages appelant des réservations dans le béton armé et cloisons seront transmis à la Maîtrise d'œuvre et seront produits dès que possible et dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de désignation de l'Entrepreneur du lot correspondant.

En cas de retard, les entrepreneurs supporteront, s'il y a lieu, les frais de percement ou d'adaptation (cf. article *Trous, percements, scellements, bouchements* décrit ci-après).

Documents graphiques remis à l'Entrepreneur

Il est rappelé que les quantités jointes au dossier sont données à titre indicatif et devront être totalement vérifiées par l'entreprise préalablement à la soumission.

2.11 Procédés non traditionnels

Tous les matériaux ou procédés de caractère "non traditionnel" devront bénéficier d'un Avis Technique ou d'un Document Technique d'Application du CSTB en cours de validité et être inclus de ce fait dans les garanties de la police d'assurance de responsabilité de l'entreprise.

Ensemble à valider en réunion de chantier avec le MOE, BC, CSPS et MOA.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 12
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

2.12 Échantillons - Prototypes - Modèles

Pendant la phase de préparation de chantier, l'Entrepreneur devra au titre de son marché la fourniture d'échantillons des matériaux prévus et la production de prototypes ou de modèles d'appareillage que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre d'Exécution pourrait lui demander.

Outre les échantillons pouvant être demandés au Projet de marché, les entrepreneurs sont tenus de fournir immédiatement, sur simple demande du Maître d'Œuvre d'Exécution, tous les échantillons, prototypes ou modèles d'appareillage nécessaires.

Pour les fournitures de petites dimensions, les échantillons seront montés sur des présentoirs.

Ces échantillons, prototypes et modèles pourront être représentés jusqu'à obtention de l'agrément du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage.

2.13 Conformité des ouvrages et des prestations

Les ouvrages sont définis qualitativement par le CCTP.

Aucune carence de la part des fournisseurs ne peut être invoquée pour justifier un retard sur le calendrier d'exécution ou une modification des prestations.

2.14 Documents justificatifs

Préalablement à toute exécution, l'Entreprise doit remettre au Maître d'Ouvrage et au démarrage des travaux, pour acceptation, toutes fiches techniques ou d'agrément justifiant des qualités et de la provenance des matériaux et produits mis en œuvre.

Le Maître d'Œuvre d'Exécution peut demander à l'Entrepreneur de justifier de la passation des commandes des diverses fournitures. Ces justifications doivent alors être produites dans le plus bref délai.

Les matériaux mis en œuvre doivent porter les sigles de qualité et marques de fabrique, tels que Normes Françaises, etc. Pour les matériaux en vrac, les justifications de provenance et conformité aux normes et règlements sont à produire. Les sigles et marques sont ceux "Normalisés".

L'entreprise devra justifier le marquage CE et le respect des normes françaises en vigueur de ses ouvrages.

2.15 Stocks

L'Entrepreneur devra passer ses commandes en temps et en heure après validation des fiches produits par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Afin de pourvoir, en cas de nécessité, au remplacement éventuel de tout produit, matériel ou matériau, les entrepreneurs devront :

- Remettre au Maître d'Œuvre les références des matériaux, produits et matériels utilisés, avec l'adresse des fournisseurs,
- S'assurer auprès de leurs fournisseurs de la disponibilité des quantités nécessaires pour remédier à tout manquement dans un délai de 8 jours.

Le Maître d'Ouvrage n'est pas tenu de fournir un local de stockage de ces fournitures.

Il est à noter que tous stockages dans les zones de travaux, devront être répartis sur les plateaux afin de ne pas surcharger les dalles existantes et se feront en coordination avec l'OPC et le Maître d'œuvre.

2.16 Choix des matériaux et matériels

Les produits, systèmes ou procédés choisis devront, dans les domaines où ils existent et dans des conditions permettant une mise en concurrence objective, posséder des caractéristiques d'aptitude à l'emploi évaluées et vérifiées par un tiers indépendant.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 13
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

Pour remplir cette condition, les produits, systèmes ou procédés peuvent soit :

- Bénéficier d'un Avis Technique (AT ou Atec),
- Bénéficier d'un DTA (Document technique d'application),
- Bénéficier d'une « confirmation d'agrément » par l'un des membres de l'UEATc (équivalents européens),
- Bénéficier d'une ATEEx (Appréciation technique expérimentale) favorable,
- Bénéficier d'un Pass Innovation (feu vert ou orange),
- Être certifiés par un programme accrédité par un membre de EA (European Accreditation) (en France : CSTB, ACERMI, NF, etc.).

Tous les matériaux en contact avec l'air intérieur du bâtiment devront répondre aux tests prévus par la Directive Européenne 97/69/CE du 5/12/97 transposée en droit français le 26/8/98, ou de matériaux bénéficiant d'une certification ACERMI.

Tous les matériaux et produits assurant la protection et la sécurité de l'immeuble seront certifiés APSAD (Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurance Dommages) et A2P (Assurance Prévention Protection).

Les marques d'appareils prévues dans ce document ne sont pas imposées, mais sont données à titre d'indications minimales de base concernant : les caractéristiques techniques, le rendement, la mise en œuvre, l'esthétique. **Les appareils devront être obligatoirement compatibles avec les installations existantes sur lesquelles ils se raccordent.**

Dans le cas où les entrepreneurs changent de marque, ils devront proposer de l'équivalent sur tous les points énoncés ci-dessus. En aucun cas, il ne pourra être accepté un matériel de qualité inférieure à celle demandée au présent descriptif.

Il est à noter qu'en cas de proposition d'équivalence, les entrepreneurs devront préciser, à l'offre, les marques et références de matériel et joindre la documentation permettant d'apprécier l'équivalence.

Préalablement à toute exécution, l'Entreprise doit remettre au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre dès le démarrage des travaux, pour acceptation, toutes fiches techniques ou d'agrément justifiant des qualités et de la provenance des matériaux.

Si, pour un matériau déterminé, il n'existe pas de réglementation, de norme, d'Avis Technique du CSTB, l'Entrepreneur propose un matériau équivalent et doit justifier de l'équivalence en qualité et en prix.

La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre sont seul juge de cette équivalence. Le refus d'un matériau proposé ne pourra en aucun cas entraîner de la part de l'entrepreneur la moindre demande d'indemnité ou de plus-value de quelque nature que ce soit.

Les normes des matières et matériaux à appliquer sont celles extraites des Normes Générales, stipulées au chapitre 2 et éditées par AFNOR, en fonction des matériaux utilisés. Elles ne sont pas répétées au cours de la description.

Les matériaux mis en œuvre doivent porter les sigles de qualité et marques de fabrique, tels que Normes Françaises, etc. Pour les matériaux en vrac, les justifications de provenance et conformité aux normes et règlements sont à produire. Les sigles et marques sont ceux "Normalisés".

L'entreprise devra justifier le marquage CE et le respect des normes françaises en vigueur de ses ouvrages.

2.17 Performances thermiques des produits

L'ensemble des matériaux proposés par les entreprises devront avoir une résistance thermique supérieure ou égale aux valeurs spécifiées dans les pièces écrites. La maîtrise d'œuvre se réserve le droit de refuser tous les produits ne satisfaisant pas à cette condition.

Les entreprises devront transmettre les documents (certificat ACERMI ou équivalent) justifiant de la résistance thermique des produits utilisés.

Les résistances thermiques des matériaux mis en œuvre devront permettre au Maître d'Ouvrage l'obtention des Certificats d'Economie d'Energie (CEE).

Les entreprises doivent intégrer les CCE dès la remise de l'offre.

Les montants liés aux CEE et valeurs kWhcumac devront être identifiés dès l'offre.

Une convention devra être proposée.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 14
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

2.18 Performance énergétique des systèmes

L'ensemble des systèmes proposés par les entreprises devront avoir des performances énergétiques supérieures ou égales aux valeurs spécifiées dans les pièces écrites. La maîtrise d'œuvre se réserve le droit de refuser tous les systèmes ne satisfaisant pas à cette condition.

Les entreprises devront transmettre les documents justifiant de la performance des systèmes utilisés.

Les performances énergétiques des systèmes mis en œuvre devront permettre au Maître d'Ouvrage l'obtention des Certificats d'Economie d'Energie (CEE)

2.19 Contenu des prix forfaitaires

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages.

Les prix forfaitaires devront également comprendre toutes les sujétions induites par le renforcement de l'acoustique conformément à la notice acoustique jointe

L'Entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de ses prix.

Il est rappelé que les quantités jointes au dossier de consultation sont données à titre indicatif et devront être totalement vérifiées par l'entreprise préalablement à sa soumission.

2.20 Prescriptions acoustique

Le présent projet sera conforme à la NF-S 31-080 avec un niveau "Performant", au décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) et à l'arrêté du 05 Décembre 2006 (relatif aux modalités de mesurage des bruits de voisinage), **et devra également respecter les contraintes d'isolement phonique décrite ci-après.**

Il est par conséquent demandé à chaque entreprise de prendre conscience des enjeux et des prescriptions techniques spécifiques pour la construction d'un tel bâtiment.

Le Maître d'Ouvrage pourra faire réaliser des tests acoustiques en fin de chantier de façon arbitraire, afin de s'assurer du respect des contraintes d'isolement phonique, en complément de ces tests complémentaires éventuelles, l'entreprise du lot CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX PLAFONDS - PEINTURE devra réaliser des tests acoustiques en cours de chantier tel que prévu dans son marché.

L'ensemble des entreprises concernées par les ouvrages entrant dans la composition des parois et ouvrages acoustiques identifiées dans la réglementation devra mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires au respect des valeurs indiquées dans la réglementation.

Dans ces conditions, si les objectifs ne sont pas atteints, les éléments mis en défaut par le contrôle (passages de gaines, câbles, tuyauteries, éléments de fixations et de structure, pose des menuiseries, etc...) qui n'auraient pas été posés selon les règles de l'art et/ou qui laisseraient apparaître des défauts d'isolation acoustique seront à corriger à la charge de l'entreprise titulaire du lot.

Les entreprises défaillantes auront à prendre en charge les tests à ré-effectuer après leurs reprises, et ce, jusqu'à obtention des objectifs à atteindre.

Chaque entreprise devra prévoir l'ensemble des sujétions acoustiques prescrites ou non dans le cadre du présent cahier des charges autour de ses ouvrages afin d'assurer une parfaite acoustique de ceux-ci.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de réaliser des tests en phase chantier afin de vérifier certains points singuliers. En cas de constatation de problème, les entreprises concernées devront reprendre leurs travaux.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 15
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

CONTRAINTES D'ISOLEMENT PHONIQUE

L'ensemble des contraintes d'isolement phonique ainsi que l'ensemble des prescriptions permettant de les respecter sont présente dans la notice acoustique jointe au dossier de consultation. Les entrepreneurs prendront toutes les mesures nécessaires pour garantir les isollements phoniques.

Il est à noter qu'en cas de contraction entre la notice acoustique et les CCTP des différents corps d'état, c'est la notice acoustique qui prévaudra sur ces derniers.

2.21 Charte de chantier

Se référer à la charte chantier vert jointe à la présente consultation, qui fait partie intégrante du marché et des obligations de l'entreprise.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 16
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

3 ORGANISATION ET INSTALLATION DU CHANTIER

3.1 Connaissance des lieux

L'Entrepreneur ne pourra se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation des ouvrages, des ouvrages existants à démolir non plus que tous éléments locaux tels que lieux d'extraction des matériaux, éloignement, moyens d'accès, consistance et état des immeubles environnants, etc...

L'Entrepreneur ayant été à même de réunir tous les éléments nécessaires à l'appréciation des différentes sujétions imposées par la nature du sol superficiel, du sous-sol, des immeubles environnants, des ouvrages existants à démolir ainsi que des servitudes en résultant, il ne bénéficiera d'aucune indemnité ou plus-value pour difficulté de quelque ordre que ce soit.

Chaque entreprise devra se rendre sur les lieux conformément au règlement de consultation, avant la remise de leur offre afin d'apprécier l'étendue et la complexité des travaux à réaliser ; l'entreprise sera réputée connaître parfaitement la prestation qui lui incombe et en tenir compte pour l'organisation des moyens à mettre en œuvre sur le chantier ainsi que pour le respect des délais contractuels.

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'Entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ces ouvrages dans les règles de l'Art, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus.

3.2 Période préparatoire

Cette période, en début de chantier, permet à l'Entrepreneur d'établir :

- Le phasage des travaux en lien avec l'OPC,
- L'établissement des plans d'atelier et de chantier
- L'établissement des plans d'Exe,
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS),
- Le Plan d'Organisation et d'Installation de Chantier,
- Le programme de travaux précisant l'effectif prévu sur le site,
- La désignation d'un responsable d'exécution, habilité à représenter l'Entreprise aux rendez-vous de chantier ou aux convocations du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre,
- Le planning détaillé des travaux,
- Les temps d'intervention détaillé par tâches,
- Les échantillons,
- Le choix des teintes et des matériaux.

3.3 Installation générale du chantier et abords

L'entreprise du lot 01 LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE doit les installations suivantes :

- Local éclairé, aéré, chauffé et climatisé permettant la tenue des réunions de chantier et autres réunions, comprenant le mobilier nécessaire et suffisant, suivant indications du coordonnateur SPS avec mise à disposition de 10 casques chantier,
- Locaux vestiaires et réfectoires, suivant indications du coordonnateur SPS,
- Installations nécessaires pour se conformer aux exigences de l'hygiène et de la sécurité, y compris celles mises à la charge du Maître d'Ouvrage par la réglementation en vigueur,
- Compris toutes les sujétions de plateformes ou de massifs nécessaires, y compris toutes sujétions d'évacuation et de remblais en matériaux drainants de type grave 20/80, en fin d'intervention,
- L'ensemble des branchements divers de chantier compris branchement, comptage, distribution et armoires (électricité, eau, égout, éclairage), y compris branchements depuis les attentes mises à disposition au pied de la base vie par les lots techniques, les alimentations en plomberie du chantier, ... (L'éclairage de chantier est à charge du lot Électricité),
- La fourniture et la pose du panneau de chantier en début de chantier, sa maintenance, son déplacement éventuel

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 17
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

et sa dépose en fin de chantier,

- La fourniture et la pose du plan d'organisation et d'installation de chantier et du plan de circulation sur le site du CEA y compris leurs mises à jour, leur déplacement éventuel et leur dépose en fin de chantier
- La fourniture et la pose du panneau de permis de construire ou de la déclaration de travaux.

Nota :

- Les sanitaires au rez-de-chaussée de l'aile B seront à usage exclusif du chantier.
- Un constat d'huissier sera réalisé en début de chantier de chaque niveau,
- **Les ouvrages détériorés seront remis en état ou fournis/posés neufs dito existant, entièrement aux frais des entreprises reconnues responsable et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité. Dans le cas d'impossibilité de dégager les entreprises responsables, les dépenses correspondantes seront imputées au compte prorata,**
- La végétation est Inclus dans les ouvrages détériorés :
 - Préservation et protection des arbres durant la durée des travaux,
 - Un élagage peut être demandé lors de la visite d'inspection commune,
 - Suite à l'inspection commune et après acceptation, la valeur Intégrale Évaluée (VIA) de chaque arbre sera calculée afin d'appliquer le Barème d'Evaluation des Dégâts (BED).
 - Le VIA et BED sont des outils créés par l'organisme Plante&cité,
 - Plante&cité est un organisme national d'étude et d'expérimentation sur les espaces verts, le paysage et la nature en ville. C'est une association reconnue par les ministères de la Transition écologique, de la Cohésion des territoires et de l'Agriculture.
 - Chaque arbre présent dans la zone sera donc évalué, et en cas de dégâts sur les sujets, le barème d'évaluation permettra de chiffrer les pénalités à appliquer à l'entreprise.
- Délimitation des zones de protection : Dans le cadre du plan d'installation de chantier (PIC), des zones de protection doivent être établies autour de chaque arbre ou groupe d'arbres à préserver. Ces zones seront clairement délimitées par des barrières physiques ou par la mise en place de protections sur les troncs.
- Rayon de protection : Dans le meilleur des cas, le rayon de protection doit correspondre à une distance équivalente au moins à la projection du houppier de l'arbre.
- Utilisation et stockage de matériels : Le stationnement des engins, le stockage de matériaux ou le dépôt de déchets dans la zone de protection sont strictement interdits.
- Remise en état des pelouses ou prairies : La remise en état des pelouses ou prairies après un chantier est essentielle pour maintenir l'esthétique de l'espace et permettre aux milieux de retrouver leurs fonctions écosystémiques.
- Si la nature des sols n'a pas été endommagée (absence d'ornières, absence de terre à nue, couvert végétal intact, aucune forme de compactions), seul le nettoyage complet de la zone devra être effectué. La totalité des déchets devront être ramassés, triés et évacués.
- Si la nature des sols a été endommagée (détérioration du couvert végétal, création d'ornières, trous, compactage du sol), des travaux de décompactage (sur 15 à 20 cm de profondeur), d'épierrage (la surface du sol doit être dépourvue de gravier ou de pierres >5 cm) et de nivellement devront être réalisés. La surface du sol doit donc être dépourvue de gravier ou de pierres >5 cm, et les niveaux doivent suivre le terrain naturel.
- Les semis à réaliser devront provenir de la filière Végétal Local.
- Le titulaire est libre de proposer différents mélanges de semis ; le choix sera validé par le demandeur. Les mélanges de semis composés de fleurs sauvages seront favorisés.

Les entreprises sont invitées à prendre connaissance et à appliquer l'ensemble des dispositions indiquées dans le Projet de marché et le PGC joints.

3.4 Monte-charge monte-personne

Il sera installé, par le titulaire du lot 01 LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE, un monte-matériaux monte-personne extérieur pour approvisionnement et pour accès chantier des personnes à chaque niveau du bâtiment, dès le démarrage des travaux et ce pendant toute la durée des travaux.

Le monte charge du bâtiment ne sera pas utilisable pour le chantier, sauf autorisation exceptionnelle donnée en réunion de chantier et en accord avec les utilisateurs. Compris protection le temps de l'utilisation.

L'ensemble suivant réglementation en vigueur.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 18
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

L'ensemble de ces équipements devront être contrôlés par un organisme agréé. Le rapport et le registre de vérification sera mis à disposition sur le chantier.

Une formation du personnel de chantier devra être réalisée.

L'ensemble sera également soumis au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre et au Bureau de contrôle pour approbation.

L'ensemble des coûts liés à la fourniture, à la mise en place, aux branchements, à la location, à la formation des ouvriers et au démontage de ces installations en fin de chantier est à la charge du titulaire du lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE

Ces installations seront mises à disposition de l'ensemble des entreprises. Une convention d'utilisation sera établie entre les entreprises.

3.5 Clôture de chantier

L'entreprise du lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE est tenue de clore efficacement et réglementairement le chantier et d'assurer le maintien en place permanent du panneau "chantier interdit au public".

Il devra à ce titre la mise en place, l'entretien et le déplacement éventuel suivant le phasage de chantier, des clôtures extérieures de la zone de stockage et des zones de travaux. Cet entretien comporte notamment le maintien en bon état des éventuels panneaux publicitaires éventuel.

3.6 Respect des autorisations administratives

Les entreprises feront leur affaire de toutes les autorisations et démarches réglementaires éventuelles à effectuer auprès du CEA afin d'obtenir les autorisations nécessaires à l'exécution de leurs ouvrages.

Conformément aux obligations en vigueur, le Projet aura reçu l'agrément des services concernés par le biais du CEA.

Les entrepreneurs s'engagent à prendre les dispositions assurant le respect des autorisations administratives qu'ils auront obtenues et des injonctions qu'ils auront reçues du maître d'ouvrage.

L'entreprise du lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE devra notamment prévoir les sujétions causées par le monte-matériaux, ainsi que par le balisage éventuel du chantier.

Elle prendra également toutes dispositions pour que les voiries et gravette ne soit ni salie, ni endommagée.

3.7 Voie de desserte et d'accès

L'entreprise du lot 01 LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE devra l'entretien des zones de stockages extérieures, des voies de desserte du chantier et des voies d'accès à celui-ci depuis la voie publique ainsi que toutes modifications rendues nécessaires par l'avancement du chantier, et ce pendant toute sa durée.

De même, elle devra la remise en état des parties de la voie publique, des voies privées existantes et des voies nouvelles créées, qui auront été dégradées par les mouvements des véhicules des entrepreneurs du chantier et notamment pour les travaux extérieurs.

Les entrepreneurs veilleront tout au long du chantier à maintenir la propreté des voies d'accès. Tout nettoyage non imputable par l'absence d'entreprise sera porté au titre du compte prorata.

3.8 Implantation générale

Les entreprises planteront, à leurs frais et sous leur responsabilité, les différents ouvrages figurant au marché. Elles fourniront les piquets, repères, jalons, leurs points de niveau à conserver durant toute la durée du chantier et le personnel nécessaire aux opérations matérielles. Elles matérialiseront les points principaux de repérage.

3.9 Protection des existants et avoisinants

L'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration, si minime soit-elle aux existants.

Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc ...

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 19
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

Le Maître d'Ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer aux entrepreneurs de prendre des mesures de protections complémentaires.

Les ouvrages détériorés seront remis en état ou fournis/posés neufs dito existant, entièrement aux frais des entrepreneurs reconnus responsables et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

L'ensemble des entreprises devront la mise en œuvre et la dépose en fin d'intervention d'un confinement étanche de type polyane avec recouvrement et thermosoudage des lès entre eux fixé sur perches afin d'éviter la propagation de poussières dans les zones hors travaux.

3.10 Vestiaires et réfectoires de chantier

L'entreprise du lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE devra les équipements conformément au tableau d'organisation.

Les entreprises sont invitées à prendre connaissance et à appliquer l'ensemble des dispositions indiquées dans le Projet de marché et le PGC joints.

3.11 Accès au chantier

Dans tous les cas, chaque entreprise devra refuser l'accès au chantier à toute personne étrangère à celui-ci, hormis les représentants du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et des entreprises titulaires des marchés.

L'entreprise du lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE sera responsable de la fermeture à clef du chantier et veillera à ce que le chantier soit parfaitement clos sur toute la durée du chantier, y compris entre 18h et 6h et les week end.

Des cadenas seront mis en place avec code commun pour la venue des secours.

Toutes les personnes travaillant sur le chantier devront être équipées de badge avec carte professionnelle. Les badges soient déposés dans la base vie sur un support afin d'avoir à tout moment l'effectif et savoir qui est sur chantier.

3.12 Locaux hors emprise travaux

A l'intérieur du bâtiment, les entreprises ont accès uniquement dans les zones situées dans l'emprise des travaux.

Il est formellement interdit aux entreprises de se rendre ou d'effectuer un stockage quelconque dans d'autres zones ou locaux du bâtiment (même si transitoire), sauf accord préalable avec le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Le cas d'un accord préalable du Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage, les locaux et zones définies devront être condamnés provisoirement pour interdire l'accès au public, y compris dépose des condamnations et remise en état des lieux en fin d'intervention. Ces locaux et zones seront nettoyés quotidiennement et un nettoyage final avant restitution sera également effectué. Un constat d'huissier sera préalablement réalisé.

L'ensemble des frais liés à ces prestations seront à la charge des entreprises utilisatrices et devront être impactés dans l'offre remise. Aucune plus-value ne sera acceptée en cours de chantier.

Les consommations ne sont pas facturables au compte prorata, mais si un dépassement inapproprié est constaté, des pénalités seront appliquées conformément au projet de marché.

Toutes dégradations constatées sur les ouvrages et supports existants qui sont conservés (menuiseries, carrelage, sols souples, peintures, réseaux, ...) seront à la charge des entreprises reconnues responsables. Dans le cas d'impossibilité de dégager les entreprises responsables, les dépenses correspondantes seront imputées au compte prorata.

Les ouvrages détériorés conservés seront remis en état ou fournis/posés neufs dito existant, entièrement aux frais des entreprises reconnues responsables et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 20
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

3.13 Rendez-vous de chantier

Dès l'ouverture du chantier, des rendez-vous auront lieu une fois par semaine au minimum, aux jours et heures indiqués par le Maître d'Œuvre d'Exécution ou par le Maître d'Ouvrage et sous leur direction. Ils seront tenus jusqu'à la levée complète des réserves formulées par le Maître d'Ouvrage lors de la réception.

Des réunions complémentaires de coordination ou de réunion technique, distinctes des précédentes, seront au besoin organisées par l'OPC et le Maître d'œuvre, notamment dans le cadre des levées de réserves formulées par le Maître de l'Ouvrage et les acquéreurs.

Les représentants des entreprises sous-traitantes à un rendez-vous devront être mandatés pour toutes décisions pouvant être prises sur le chantier. Ils seront tenus d'assister à ces réunions pendant la durée d'exécution des travaux de leur corps d'état ou sur convocation spéciale du Maître d'Œuvre. Le retard à l'un des rendez-vous de chantier et l'absence seront sanctionnés d'une pénalité définie dans le Projet de marché.

Après chaque rendez-vous de chantier, un compte-rendu sera adressé par le Maître d'Œuvre d'Exécution et/ou le Maître d'Ouvrage et par l'OPC à tous les intervenants, dans le délai prévu au Projet de marché. Il est à noter que le compte-rendu de chantier du Maître d'œuvre et de l'OPC pourront-être communs ou distinct l'un de l'autre. Il seront transmis sous 48h.

Toutes les questions relatives à la bonne marche des travaux, à leur coordination et à leur mise au point devront être posées au cours de ces réunions en présence des autres entreprises.

Toute entreprise intéressée et non représentée au rendez-vous devra accepter les décisions prises par le Maître d'Œuvre d'Exécution sur place.

Les dispositions arrêtées et les décisions mentionnées au compte-rendu d'une réunion seront considérées comme approuvées si elles n'ont pas fait l'objet d'observations consignées dans le compte-rendu de la réunion suivante.

3.14 Photos de chantier

Des photos devront être fournies à la demande du Maître d'Œuvre d'Exécution chaque fois qu'il sera nécessaire de faire un constat de travaux exécutés sur un ouvrage destiné à être masqué ou supprimé.

Dans le cas de l'existence de murs mitoyens en bordure de chantier, il sera fourni des photographies permettant de constater l'état de ces murs avant toute intervention.

Nota : Aucune photo ne sera autorisé en dehors du chantier. En cas de nécessité de prise de photo éventuelle en extérieur, l'entreprise prenant la photo devra être accompagnée d'un personnel du CEA. Une demande d'autorisation de prise de vue devra à ce titre être délivrée par la direction du CEA de Grenoble.

3.15 Préchauffage

Le préchauffage est à la charge du lot 01 LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE et devra être demandé par les entreprises le nécessitant pour leurs travaux. (le chauffage sera prévu si besoin et uniquement sur les périodes de chauffage du bâtiment).

3.16 Moyens de l'Entrepreneur

L'Entrepreneur doit tous les moyens nécessaires à l'approvisionnement de ses matériaux, à la réalisation de ses ouvrages, et notamment : les échafaudages, les appareils et matériels de levage, les transports d'amenée à pied d'œuvre des matériaux, leur manipulation, etc..., ainsi que la production, le transport et la consommation des énergies et d'eau nécessaires.

Il doit également l'installation des formes, aires, platelages, cheminements, etc..., nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 21
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

L'Entrepreneur fera son affaire personnelle de tous déchargements, manutention ou levage de ses matériaux et ouvrages fabriqués.

3.17 Stockage et approvisionnements

Chaque livraison sera anticipée par la rédaction du Document harmonisé d'organisation des livraisons (DHOL) par l'entrepreneur, celui-ci sera validé par le C SPS, l'OPC, le MOE et le CEA la semaine précédant la livraison lors du rendez-vous de chantier. Les zones de stockages sont définies au plan d'installation de chantier.

Aucun matériel ne sera stocké sur les espaces publics et aux abords du bâtiment.

Le déroulement des travaux ne devra en aucun cas, même de façon temporaire, encombrer ou empêcher le libre accès aux armoires électriques, gaines techniques, issues de secours, etc...

Pour tous les ouvrages de son lot, l'Entrepreneur doit :

- Les transports à pied d'œuvre des matériels et matériaux,
- Les manutentions et le montage des matériaux,
- La conservation des matériaux, avec précautions et protections contre l'humidité, les intempéries, l'incendie et le vol,
- Les préservations des ouvrages des autres corps d'état, indépendamment des protections mises en œuvre par ces derniers,
- Les stockages avec aménagement des magasins en zones affectées, compris démontage et enlèvement des aménagements des zones de stockage à l'achèvement de ses travaux.

L'approvisionnement du matériel et des matériaux dans la zone de travaux se fera obligatoirement à des horaires qui seront à valider avec le Maître D'Ouvrage Maître d'Œuvre d'exécution lors de la période de préparation.

A la vue de la zone restreinte d'approvisionnement et du contexte particulier du chantier (monte-matériaux, travaux en étages), les rotations de camions se feront très fréquemment.

Chaque entrepreneur devra lors des livraisons leurs incombant la mise à disposition de deux hommes trafic.

3.18 Fermetures provisoires

L'Entrepreneur du lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE met en place la fermeture provisoire du chantier, par l'intermédiaire de panneaux bois et de portes provisoires sur les différents accès aux zones travaux. Les fermetures provisoires seront maintenues en place jusqu'à la pose des portes définitives et la repose des panneaux préfabriqués de façade. Les frais liés à ces fermetures provisoires ne seront pas imputés au compte prorata. Ces fermetures provisoires viendront en complément de celles déjà mises en place par le désamianteur dans la cadre d'un marché séparé.

L'Entrepreneur du lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE en devra la dépose et l'évacuation, y compris pour les fermetures provisoires laissées en place par le désamianteur, en fin de chantier ou de phase, sur ordre du Maître d'œuvre.

3.19 Gardiennage - Alarme de chantier

Il n'est pas prévu la mise en place d'un gardiennage spécifique au chantier.

Il convient de souligner que chaque entreprise garde la responsabilité de ses travaux jusqu'à la réception du chantier.

Dans le cas où les entreprises verraient la nécessité d'une surveillance de chantier, un service de gardiennage et/ou une alarme de chantier seront mis en place. Les frais induits seront imputés au compte prorata.

3.20 Essais et contrôles

L'entreprise est tenue de se soumettre aux essais, vérifications et contrôles imposés par les Normes et Règles fixées par les documents visés au chapitre "Textes de Référence", ainsi qu'aux conditions fixées lors de la coordination d'exécution. Les essais, analyses et contrôles éventuels sont exécutés par un organisme de contrôle agréé.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 22
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

Il peut être prescrit lors des études, lors de la coordination ou lors de l'exécution, que certains ouvrages, matériels ou matériaux fassent l'objet d'essais à la demande de Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre. Un procès-verbal est dressé chaque fois qu'il y aura essais, contrôles ou analyses. Tous les frais d'essais, de contrôle ou d'analyse sont à la charge de l'Entrepreneur.

Les contrôles qualitatifs et quantitatifs seront réalisés indifféremment en usine, en atelier, en magasin de stockage, en cours d'exécution et à la réception des ouvrages.

L'Entrepreneur doit obligatoirement procéder à l'autocontrôle et aux vérifications qualitatives et techniques de ses matériels, matériaux et ouvrages.

L'entrepreneur doit définir à l'avance les autos contrôles qu'elle va effectuer et les donner au MOE, les contrôles réglementaires doivent faire l'objet d'un PV remis à la MOE et MOA.

3.21 Permis feu

L'établissement journalier d'un permis feu auprès des services du Maître d'Ouvrage pour les travaux du sous-sol. Pour les autres étages, l'entreprise devra informer le CEA, la CSPS, la Maîtrise d'Oeuvre et l'OPC des travaux par points chauds en remplissant un cahier de suivi de chantier par points avec réalisation des rondes.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 23
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

4 RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

4.1 Engins et équipements - Service aux corps d'état secondaires

4.1.1 Déchargement et manutention des matériaux et ouvrages

Chaque entrepreneur fera son affaire personnelle de tous déchargements, manutention ou levage de ses matériaux et ouvrages fabriqués.

4.1.2 Trait de niveau

Le traçage des traits de niveau est dû par le lot DLOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE autant de fois que nécessaire en fonction de l'avancement : pose des cloisons, des isolants, exécution des enduits.

Chaque entrepreneur concerné par ces traçages devra les contrôler avant toute intervention. A défaut, il sera présumé les avoir acceptés.

4.1.3 Trous, percements, scellements, bouchements

- Dans le béton et le béton armé

Les prestations de réservations, feuillures et incorporations sont à la charge du lot DÉMOLITION – GROS ŒUVRE – VRD – FAÇADE – ÉTANCHÉITÉ, à la condition que l'Entrepreneur concerné ait remis ses plans de détails pendant la période de préparation. Les calfeutrements seront à la charge du lot DÉMOLITION – GROS ŒUVRE – VRD – FAÇADE – ÉTANCHÉITÉ.

Il appartiendra aux entreprises de fournir au MOE. en temps voulu tous les plans et détails cotés permettant ces réservations et de contrôler leur bonne exécution. Les Entreprises de corps d'état de second œuvre établissent donc, pendant la période de préparation du chantier, leurs plans d'atelier et de chantier, et notamment les documents définissant les dimensions et implantations des réservations. Cette prestation est donc établie en temps utile et sur des documents directement exploitables ; les réservations sont implantées par rapport aux éléments de structure.

Le bureau B.A vérifie la compatibilité des réservations avec les éléments constructifs et les reporte sur les plans d'exécution. Les entrepreneurs concernés doivent vérifier les plans BA avant toute exécution.

En fonction de ces indications, l'entreprise de maçonnerie doit réserver tous les trous, niches, feuillures et passages et mettre en place les fourreaux, rails, pattes, taquets, etc. fournis par les autres entreprises et à incorporer avant coulage du béton armé. Il est rappelé que les éléments à incorporer doivent être remis à l'Entrepreneur de gros œuvre, à pied d'œuvre, et avant l'exécution du support

A défaut de la part des intéressés d'indiquer en temps utile toutes les réservations qui leur sont nécessaires, les trous dans le béton armé sont exécutés après coup par le lot gros œuvre, mais aux frais de l'entrepreneur défaillant.

Il en est de même si les accessoires ne sont pas fournis en temps utile pour leur mise en place avant le coulage du béton.

Il est interdit aux entreprises de second œuvre d'effectuer des trous dans le béton armé : ceux-ci sont soit toujours réservés, soit exécutés après coup par l'entreprise de gros œuvre dans les conditions définies ci-dessus.

Les entreprises concernées ont l'obligation de contrôler les ouvrages exécutés par le lot DÉMOLITION – GROS ŒUVRE – VRD – FAÇADE – ÉTANCHÉITÉ afin de vérifier que ceux-ci soient bien conformes à leurs besoins. En particulier les détails répétitifs seront contrôlés dès la réalisation du premier.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 24
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

- Pour les lots menuiseries intérieures et serrurerie

Tous les trous (ne pouvant être réservés), percements, scellements, calfeutrements et raccords consécutifs et nécessaires aux travaux des lots menuiseries intérieures et serrurerie seront à la charge du lot DÉMOLITION – GROS ŒUVRE – VRD – FAÇADE – ÉTANCHÉITÉ pour ce qui concerne le béton armé et la maçonnerie ou du lot plâtrerie doublage lorsqu'il s'agit d'un ouvrage de plâtrerie.

Toutefois, il est précisé que les entrepreneurs des lots menuiseries intérieures et serrurerie doivent la mise en place de leurs ouvrages, le calage et le pré scellement en attente du scellement définitif. Ces entrepreneurs sont responsables de l'aplomb et de l'alignement de leurs ouvrages.

Il est précisé que ces entrepreneurs doivent, dans la mesure du possible, fournir des éléments à intégrer dans le béton armé, ou bien prévoir des fixations par trous chevillés afin de limiter le nombre de scellements traditionnels.

- Pour les autres corps d'état

Tous les trous n'ayant pu être réservés, les percements, scellements, calfeutrements et raccords nécessaires ou consécutifs aux travaux des entreprises des autres corps d'état sont à la charge de chacune d'elles et font partie de leurs prestations, à charge pour ces entreprises, si elles le désirent, d'en confier l'exécution à l'entreprise de maçonnerie ou de plâtrerie doublage suivant la nature du support.

- Prescriptions techniques

Les scellements et rebouchements dans le béton armé seront toujours exécutés avec un mortier ou un béton de ciment à prise normale.

Les raccords d'enduit et les calfeutrements seront toujours exécutés avec le même matériau que le revêtement de l'ouvrage où ils sont engagés, et seront lissés avec soin.

4.2 Protection des ouvrages exécutés

Il importe que chaque entrepreneur ait le respect des travaux exécutés par les autres corps d'état et assure la protection de ses propres ouvrages et de ses matériaux contre les dégradations prévisibles provenant du déroulement du chantier.

Les réparations ou remises en état qui s'avèreraient néanmoins nécessaires seront exécutées dans les délais les plus courts selon les instructions du Maître d'Œuvre d'Exécution et imputées au compte des entrepreneurs concernés.

En aucun cas, le Maître d'Ouvrage ne saurait être concerné par ces problèmes.

4.3 Compte prorata

Le titulaire du lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE assurera la gestion du compte prorata, à ce titre il ventilera les dépenses communes au prorata du chiffre d'affaire de l'opération de chacun des lots participant à la construction de ce projet. Il effectuera les appels de fonds nécessaires au bon fonctionnement de celui-ci et assurera le règlement des dépenses correspondantes aux engagements pris pour les besoins de fonctionnement du compte prorata.

4.4 Tenue du chantier - Nettoyage

La tenue et la propreté du chantier dépendent de tous les entrepreneurs intéressés : ils sont donc considérés comme responsables de cette propreté.

Les prix du marché comprendront implicitement la sortie des matériaux, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que l'enlèvement hors du chantier et le transport jusqu'au bennes mises à disposition par le lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE

L'attention de chaque entrepreneur est attirée sur le fait que les abords extérieurs du bâtiment (rues, trottoirs, environnement des bennes à gravois) et les abords intérieurs des zones travaux devront être entretenus dans un état permanent de parfaite propreté, pendant toute la durée des travaux.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 25
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

L'Entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous gravois, déchets et détritux pendant et après l'exécution de ses travaux. Il en devra également l'enlèvement et l'évacuation dans les bennes mis à disposition. Le nettoyage est réalisé au fur et à mesure de l'exécution.

Il est rappelé que chaque entreprise est responsable de l'évacuation complète de ses déchets ainsi que du nettoyage de son poste de travail, à l'issue de chaque journée de travail.

A ce titre, sans qu'il soit besoin d'en effectuer la demande, le Maître d'Ouvrage se réserve la faculté de faire exécuter, par une entreprise externe spécialisée, un nettoyage de ces lieux. Ce nettoyage sera imputé aux entreprises reconnues responsables. Dans le cas d'impossibilité de dégager les entreprises responsables, les dépenses correspondantes seront imputées au compte prorata.

La gestion des bennes à déchets (mise à dispositions, enlèvements, transports en centre de trie...) est à charge du lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE en revanche les frais de traitement seront portés au compte prorata.

- Nettoyage journalier

Les nettoyages journaliers, lessivage des abords intérieurs du chantier, aspiration des tapis, etc..., seront réalisés, conformément au tableau d'organisation, par l'entreprise du lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE

Chaque intervenant est tenu de laisser les locaux ainsi que ses propres ouvrages dans un état tel que l'intervenant qui doit lui succéder puisse exécuter ses travaux dans les meilleures conditions et sans sujétions supplémentaires.

Si ces conditions et prescriptions ne sont pas respectées, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés pourront, après mise en demeure par le Maître d'Ouvrage et à l'expiration d'un délai de 3 jours francs, après accusé de réception de la mise en demeure, être transportés d'office suivant leur nature, soit en dépôt, soit à la décharge publique, aux frais, risques et périls des entrepreneurs défailant.

- Nettoyage hebdomadaire

Nonobstant une propreté permanente du chantier, les entrepreneurs devront procéder à un nettoyage et à un balayage général hebdomadaire. En cas de manquement à ces obligations, le Maître d'Ouvrage fera procéder audit nettoyage général hebdomadaire par l'entreprise du lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE et ce, aux frais du ou des entrepreneurs considérés comme responsables. Dans le cas d'impossibilité de dégager les entreprises responsables, les dépenses correspondantes seront imputées au compte prorata.

- Nettoyage final réalisé en plusieurs phase conformément au planning

Le nettoyage final du bâtiment sera exécuté par le lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE. En ce qui concerne les extérieurs le nettoyage sera fait par le lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE.

La prise en charge de ces prestations sera prévue au marché des lots cités.

Les entreprises devront effectuer un tri sélectif de leurs déchets conformément à la Charte Chantier Vert.

4.5 Coordination

L'Entrepreneur est tenu de respecter les conditions fixées lors des réunions de chantier, en ce qui concerne :

- Les plans d'exécution des ouvrages,
- La remise des éléments de tâches et les états des moyens mis en œuvre,
- Les programmes d'installation des matériels,
- Les programmes des approvisionnements en matériaux,
- Les impératifs d'exécution,
- La remise de son planning prévisionnel, afin de permettre l'établissement du planning général.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 26
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

4.6 Réception des supports

Avant toute intervention, l'Entrepreneur devra s'assurer de la compatibilité et de la qualité des supports.
Lors de la réception des ouvrages, l'Entreprise titulaire devra s'engager à une livraison des ouvrages parfaitement terminés et propres.
En particulier, la protection des ouvrages à parement fini contre les salissures et épaufrures sera intégralement assurée par ses soins.
Les ouvrages maçonnés et de plâtrerie devront avoir des arêtes et cueillies rectilignes et vives, les enduits parfaitement dressés.

Chaque corps d'état, avant exécution de ses ouvrages, réceptionnera le support. Il sera établi un document écrit, daté, signé et tamponné, de façon contradictoire par les entreprises concernées. Si celui-ci n'est pas conforme aux normes correspondantes, l'Entreprise qui a exécuté le support devra reprendre ou refaire l'ouvrage incriminé, jusqu'à ce qu'il satisfasse à cette réception.

Les litiges éventuels seront tranchés par la Maîtrise d'œuvre.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 27
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

5 QUALITÉ

L'obligation de résultat des entreprises inclut la notion de qualité.

Cette qualité a pour objet l'entière satisfaction du client conformément à la destination de l'ouvrage.

Les entrepreneurs souscrivent sans réserve à cet objectif et s'obligent à prendre les dispositions nécessaires pour l'obtention de ce résultat.

Le Maître d'Œuvre pourra leur demander un rapport sur leurs méthodes et procédures en matière de gestion de la qualité dans la réalisation de leurs ouvrages. Chaque entreprise joindra aux D.O.E. les fiches d'autocontrôle de ses travaux.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 28
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

6 PROCESSUS DE RÉCEPTION - LIVRAISON - LEVÉES DE RÉSERVES

6.1 Achèvement des travaux et finitions

Chaque entrepreneur devra la révision complète de tous ses ouvrages qui auraient subi une altération en cours de chantier, épaufrures, trous, arêtes éclatées, fissures, scellements défaits ou mal exécutés, tant par les autres corps d'état que par les services publics à l'occasion des branchements d'eau ou d'électricité, scellement de consoles, etc.

En fin de chantier, les entrepreneurs de chacun des corps d'état devront la vérification, le contrôle et la révision complète de tous les ouvrages de leur spécialité.

6.2 Fermeture des locaux à livrer

L'état d'avancement des travaux justifiant, à ce stade, une protection particulière des ouvrages, les locaux devront être fermés à clé. La garde et la remise des clés aux entrepreneurs pour leurs travaux de finition seront assurées par le lot LOGISTIQUE - INSTALLATION DE CHANTIER - BASE VIE qui établira une convention et suivra la circulation des clés. Les lots Menuiserie Intérieure et Menuiseries Extérieures fourniront et poseront (sur leurs ouvrages respectifs) des barillets provisoires, si nécessité, jusqu'à la réception des travaux.

6.3 Visites de pré-réception

Des pré-réceptions peuvent être organisées par le Maître d'Œuvre d'Exécution à différents stades du chantier. Ces pré-réceptions ne se substitueront pas aux réceptions des supports à la charge de chaque corps d'état, elles ne préjugent pas non plus des réserves du Maître d'Ouvrage et du maître d'œuvre, mais visent essentiellement à présenter le bâtiment dans le meilleur état d'avancement et de finition avant les véritables visites de réception.

Les divers travaux de reprise et de finition devront être exécutés dans un délai maximum de 15 jours après leur inscription au cahier de chantier ou sur des listes séparées sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure par lettre recommandée.

Dans le cas où l'Entrepreneur ne se soumettrait pas à cette réquisition :

- Des pénalités de retard seront appliquées.

Faute de se conformer aux directives données par le Maître d'Œuvre d'Exécution, l'Entrepreneur défaillant supportera toutes les conséquences dues à son insuffisance et notamment les mesures qui pourraient être prises pour la bonne marche du chantier et la finition des ouvrages.

6.4 Opérations préalables à la décision de réception

Les opérations préalables à la décision de réception, sont les suivantes :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Un DOE provisoire doit être remis au moment des OPR.

La réception se fait avec l'entreprise, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui, le Maître d'ouvrage et par l'entreprise titulaire du lot.

Le PV de réception doit être signé par les 3 parties de préférence le même jour.

Si une entreprise est absente ou refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

CEA Grenoble	GRENOBLE - CEA - Bâtiment C3	Date Septembre 2024	Ind. DCE	Page 29
	Cahier des Clauses Techniques Particulières			

Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Le CEA, se réserve le droit de demander une période de fonctionnement et de démonstration des critères demandés afin que l'entreprise prouve la qualité de son installation. Cette période sera de 6 mois. Dans ce cas, la réception sera prononcée tous essais et réglages terminés après un fonctionnement continu de cette durée.

6.5 Visites de réception

Le Maître d'Ouvrage procède aux visites en vue de la réception, assisté du Maître d'Œuvre d'Exécution, en présence des entreprises.

L'absence de l'entrepreneur n'est pas un obstacle aux opérations et ne saurait être un motif de contestation des réserves qui pourraient figurer au procès-verbal de réception.

A l'issue de la dernière visite, le Maître d'Ouvrage prononce soit la réception avec ou sans réserves, soit le refus de réception.

La date de réception du bâtiment ou de refus de sa réception est celle du dernier jour de visite.

6.6 Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

Le dossier des ouvrages définitifs, dits "DOE", sont à remettre au Maître d'Œuvre. Il est spécifié que les frais d'établissement de transmission de ces documents sont à la charge de l'entreprise.

Les DOE doivent être remis à la fin de la durée de levée de réserves.

Un DOE provisoire est demandé au moment des OPR.

Le nombre d'exemplaire à remettre ainsi que leurs contenus seront conformes au CCTG DOE établit le Maître d'Ouvrage.

En complément du DOE, les entreprises devront fournir au CSPS les informations nécessaires à l'établissement du DIUO réalisé par le CSPS.

6.7 Levée des réserves de la réception

Elle se fait conformément aux indications du Projet de marché.